

Au Royaume-Uni, l'avenir du nucléaire s'assombrit

Après Toshiba, Hitachi annonce la suspension de son projet de centrale galloise. Un coup dur pour la filière

L'avenir du nucléaire au Royaume-Uni, l'un des rares pays occidentaux qui affiche encore sa volonté de construire de nouvelles centrales, a pris un sérieux coup jeudi 17 janvier. Hitachi a annoncé la suspension de son projet de centrale à Wylfa, au Pays de Galles, après avoir travaillé dessus pendant six ans. Il va passer une perte de 300 milliards de yens (2,4 milliards d'euros) dans ses comptes.

Hitachi voulait édifier deux réacteurs nucléaires qui auraient assuré 6 % des besoins actuels en électricité du Royaume-Uni, pour un coût de 24 milliards d'euros. Cette annonce s'ajoute au retrait de Toshiba, en novembre, qui avait un autre projet de centrale d'une puissance équivalente.

Il y a une décennie, le Royaume-Uni avait lancé une politique de renouvellement de ses centrales nucléaires, financées en principe uniquement par le secteur privé. Cette approche est en train de se révéler impossible à réaliser. Après la suspension d'Hitachi et le retrait de Toshiba, il ne reste plus que les français EDF – qui est en train de construire un réacteur dont le financement est très controversé dans l'ouest de l'Angleterre, à Hinkley Point – et le chinois CGN, qui espère, à terme, pouvoir réaliser des centrales utilisant sa propre technologie.

Le cœur du problème est financier. « C'est la confirmation que les investissements privés ne fonctionnent pas pour le nucléaire »,

« Nous faisons des progrès sur tous les fronts, mais nous butons sur le financement »

LEON FLEXMAN
porte-parole d'Hitachi

analyse Olivier Carret, qui a longtemps été le directeur de NuGen, le projet abandonné par Toshiba. Hitachi confirme. « Nous faisons des progrès sur tous les fronts – technologie, permis de construire, autorisation des autorités de sûreté nucléaire –, mais nous butons sur le financement », explique Leon Flexman, le porte-parole d'Hitachi au Pays de Galles. L'échec se situe au niveau des négociations avec le gouvernement britannique, qui n'a pas accepté les conditions du groupe japonais.

Sur le papier, l'équation est assez simple. Un réacteur nucléaire coûte une dizaine de milliards d'euros et prend une dizaine d'années à construire. Pendant ce temps-là, les investisseurs affrontent de gros risques – retard de construction, surcoûts... – et ne touchent pas un centime en retour. Ce n'est qu'une fois la centrale en fonctionnement et que l'électricité peut être vendue que l'argent commence à rentrer. « Il faut donc soit d'énormes fonds

propres, soit d'énormes subventions pour accepter de construire une centrale nucléaire », résume Dan Lewis, consultant à Future Energy Strategies.

Sur cette base, EDF a signé un contrat hors normes avec l'Etat britannique pour construire la centrale d'Hinkley Point C, dans le Somerset. L'électricien français prend tous les risques de construction. En échange, l'Etat lui garantit pendant trente-cinq ans un prix de vente de son électricité pour plus du double du prix du marché actuel. Hinkley Point est désormais en construction et 3 600 personnes y travaillent, dans l'objectif d'une mise en service en 2024.

Gouvernement enlisé

Mais ni le gouvernement britannique, qui juge le contrat hors de prix, ni le groupe EDF, qui a connu une violente crise interne au moment de s'engager dans le projet, ne veulent reproduire l'expérience. D'où l'idée de chercher d'autres méthodes de financement. Avec Hitachi, Londres a brisé le tabou de l'intervention directe, en acceptant de prendre une participation d'un tiers dans le projet et de financer la dette nécessaire. Cela n'a pas suffi.

Une autre solution serait de garantir des retours sur investissement avant la fin de la construction de la centrale. EDF explore actuellement cette voie avec l'exécutif britannique pour un autre projet nucléaire, à Sizewell, dans l'est du pays.

Ces pistes ne se sont pas concrétisées pour l'instant, d'autant que le gouvernement est totalement enlisé sur le Brexit et n'a absolument pas le temps de prendre des décisions stratégiques sur d'autres dossiers. Dans un coup de dés, Hitachi a donc décidé de suspendre ses opérations. « Il est important de noter que ce n'est pas un retrait, analyse M. Carret. Cela peut être perçu comme une tactique de négociations. »

Pas si sûr, réplique M. Flexman, d'Horizon. Il souligne que la suspension va nécessiter des licenciements importants. De plus, les différentes pièces du puzzle nécessaires au permis de construire finiront par dépasser leur date limite. Au bout de « cinq à six mois » environ, selon une source industrielle, le travail d'Hitachi commencera à se périmer.

« Cette décision est un choc considérable pour la filière », explique Paul Dorfman, expert du Nuclear Consulting Group. Malgré le soutien actif du gouvernement britannique, le nucléaire est pris dans un piège : d'un côté le coût des éner-

gies renouvelables diminue en flèche, et de l'autre les coûts de construction du nucléaire augmentent. » De fait, s'il ne trouve pas de solution de financement et qu'il souhaite maintenir son programme de construction de réacteurs, le gouvernement britannique risque de se retrouver, à terme, en face-à-face avec l'industrie nucléaire chinoise, fortement poussée par Pékin.

Cette décision d'Hitachi n'est pas simplement un coup dur pour le gouvernement britannique. Elle illustre aussi la situation très complexe dans laquelle se trouve la filière nucléaire. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les investissements dans le secteur sont en baisse continue, atteignant leur plus bas niveau depuis cinq ans.

En Europe occidentale, le Royaume-Uni est le seul pays à avoir des projets concrets de construction de nouveaux réacteurs. La France ne prendra pas de décision sur un nouveau réacteur EPR avant 2021. L'Allemagne, la Belgique et la Suisse ont annoncé leur désengagement progressif du nucléaire. Aux Etats-Unis, des projets de construction sont à l'arrêt et plusieurs centrales jugées non rentables sont menacées d'être arrêtées prématurément. Un seul pays bâtit encore activement : sur les 50 réacteurs en construction dans le monde, 15 se trouvent en Chine.

ÉRIC ALBERT
(LONDRES, CORRESPONDANCE)
ET NABIL WAKIM

Selon l'AIE, les investissements dans le secteur sont en baisse constante, à leur plus bas niveau depuis cinq ans

LES CHIFFRES

15

C'est le nombre de réacteurs nucléaires que compte actuellement le Royaume-Uni dans 8 centrales, qui fournissent environ 20 % de son électricité. Ils sont opérés par EDF Energy, filiale britannique du groupe EDF.

2030

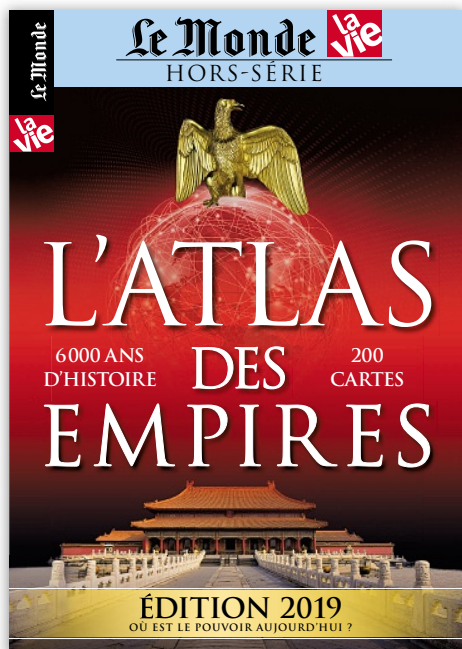
C'est la date à laquelle la quasi-totalité des réacteurs actuels britanniques devront avoir fermé. Le gouvernement Blair avait lancé en 2006 une réflexion sur le renouvellement du parc.

1

C'est le nombre de projets de réacteur en construction au Royaume-Uni. Il s'agit d'Hinkley Point C, porté par EDF Energy

30 %

C'est la part de l'électricité produite par les énergies renouvelables en 2017. La baisse importante du coût de l'éolien concurrence fortement le modèle économique du nucléaire.



Les dynamiques d'empire forgent notre histoire depuis plus de 6000 ans. De l'Égypte pharaonique à la Chine impériale, de Rome et Byzance aux divers califats, des vastes espaces coloniaux européens aux géants modernes du Net et de la finance internationale... Retour sur les ambitions, les conquêtes et les rivalités de tous ces empires que notre monde a successivement portés, démantelés et qu'il réinvente autrement aujourd'hui.

Une épopée impériale des sociétés humaines racontée par les meilleurs spécialistes dans une nouvelle édition entièrement actualisée de cet ouvrage de référence aux textes pédagogiques et aux 200 cartes originales.

L'ATLAS DES EMPIRES

Un hors-série **Le Monde** 12 € - 188 pages - 12 €
Chez votre marchand de journaux
et sur Lemonde.fr/boutique

Fusion Siemens-Alstom : à Bruxelles, Margrethe Vestager prépare sa défense

La commissaire à la concurrence rejette l'accusation selon laquelle les règles européennes bloqueraient la formation de « champions » continentaux

BRUXELLES - bureau européen

Margrethe Vestager n'a pas froid aux yeux. La commissaire européenne à la concurrence en a apporté moult preuves depuis qu'elle est en poste à Bruxelles. Amendes historiques contre Apple ou Google, fermées face au russe Gazprom... Jusqu'à présent, son action a été unanimement saluée, du moins par les responsables politiques.

Pendant, depuis que ses services doutent de la pertinence – au regard des règles européennes de la concurrence – de la fusion entre Siemens et Alstom, son action est nettement moins appréciée, surtout à Paris. Un veto paraissant de plus en plus probable (les deux groupes ont émis une première proposition formelle de cession d'actifs, jugée insuffisante, en décembre, et hésitent à aller plus loin), M^{me} Vestager fourbit ses arguments en amont d'une décision qui devrait intervenir au plus tard le 18 février.

Le Monde a eu accès à la note de cadrage dont elle s'est inspirée lors du débat, mardi 15 janvier, au collège de la Commission portant sur les règles de la concurrence européennes. La Danoise et ses équipes sont conscients du caractère très épineux du sujet et rejettent à l'évidence le raisonnement français selon lequel Bruxelles empêcherait la formation de « champions » européens. Au contraire : la politique de concurrence européenne « stimule la croissance, promeut l'efficacité et l'innovation ».

Les « consommateurs » surprotégés par ces règles bruxelloises, à en croire les critiques, sont « souvent des entreprises très dépen-

dantes de fournitures à des prix compétitifs pour rester dans la course, y compris au niveau international ». Un exemple ? L'enquête approfondie que mène M^{me} Vestager sur le projet de rachat des industriels Aurubis et Schwermetall, spécialistes des produits à base de cuivre, par Wieland. Cette opération pourrait avoir un impact majeur sur leurs clients, industrie automobile en tête.

Adaptation à la mondialisation

Par ailleurs, M^{me} Vestager et ses équipes insistent : les règles européennes n'ont pas été édictées pour empêcher systématiquement les fusions. La preuve ? « La vaste majorité [70 %] de toutes les fusions notifiées [à la Commission] est validée sans aucune enquête, et nombre d'opérations sont validées sans conditions à la suite d'une enquête approfondie. »

Et de citer quelques grosses fusions ayant reçu l'aval de Bruxelles : Essilor-Luxottica, Peugeot-Opel, Siemens-Gamesa, Safran-Zodiac et Nokia - Alcatel-Lucent.

Quant aux opérations retoquées, « cela reste exceptionnel et concerne typiquement des cas où les sociétés concernées refusent de procéder aux cessions d'actifs suffisantes » pour corriger les situations de position dominante dans certains Etats membres. Ces dix dernières années, la Commission n'a bloqué que « sept opérations, dont quatre seulement concernaient exclusivement des sociétés européennes ».

Enfin, M^{me} Vestager l'assure : les experts bruxellois ne travaillent pas avec des ciseaux, et adaptent les règles à la mondialisation. Ils ont ainsi examiné la possibilité de simplifier les procédures de ten-

quête en cas de fusion. Sans jamais être cité, le cas Siemens-Alstom sourd partout en filigrane dans cette note de cadrage. Bloquer cette opération laisserait le champ libre au géant chinois du ferroviaire CRRC, fustigeait-il y a peu le ministre français de l'économie, Bruno Le Maire.

Pour contrer les appétits chinois, il est des instruments plus adaptés que la politique européenne de la concurrence, souligne la note. Tels le contrôle des investissements étrangers, récemment adopté par l'Union, ou l'imposition de règles strictes en matière d'appel d'offres.

Ce raisonnement suffira-t-il à éviter un procès à charge, si le veto à la fusion Alstom-Siemens se précisait ? Pas sûr, étant donné les prises de position françaises. Un rejet de l'opération serait « une erreur économique et une faute politique », a déclaré Benjamin Griveaux, le porte-parole du gouvernement, mercredi 16 janvier.

Difficile, voire très difficile, de trancher contre l'avis de Paris et Berlin, même si M^{me} Vestager a reçu un soutien de poids, celui de l'office anticartel allemand. L'objectif du débat au collège, mardi, était aussi de compter ses soutiens parmi les commissaires.

Selon nos informations, Pierre Moscovici, le commissaire chargé des affaires économiques, a appuyé sa collègue danoise, évoquant l'importance, pour la Commission, de faire respecter les règles. Toutefois, il a aussi insisté sur la nécessité de maintenir le dialogue avec Siemens et Alstom, et de prendre en compte le contexte politique délicat, notamment en France. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX